



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



DSPOM
Direction des Services
Pénitentiaires d'Outre-Mer

Ministère de la Justice
11, rue faraday
97823 LE PORT Cédex



Centre Détention DU PORT

CONSTRUCTION VESTIAIRES FEMMES



PGCSPS			
PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE			
OPERATION DE NIVEAU 2			
Maître d'Ouvrage		Maîtrise d'œuvre	Coordination SPS
<div></div> <p>Délégation Territoriale de DSPOM OI Centre de détention - 97823 LE PORT cedex M. François DUCHEMANE francois.duchemane@justice.fr Gsm : 06 92 56 35 37</p>		<p>BET CATINEVEL 78, rue de l'ancienne usine 97410 SAINT PIERRE GSM : 06 92 85 25 47 Email : betcatinevel@orange.fr</p>	<div></div> <p>410, chemin Niobé 97432 Ravine des Cabris - STPIERRE GSM : 0692 68 69 90 Email : contact@sp20i.re</p>
Ce document a été établi à la demande du maître d’ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l’article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage à compter de la réception de l'ouvrage.			
Indice	Date	Origine et objet des révisions et additifs	Référence
00	15/09/2025	PGCSPS initial	CDPORT/2509117/0

Table des matières - Code du travail - Article R4532-44

1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER, ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....	6
1. Présentation du projet	6
2. Présentation des intervenants	7
3. Renseignements généraux	8
4. Renseignements administratifs.....	10
2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....	11
1. Description de l'Environnement et des Servitudes	11
2. Accès chantier	14
3. Mesures d'identifications des intervenants.....	15
4. Installation chantier	16
5. Les réseaux de distribution provisoire	19
6. Propreté du chantier	19
3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT CONCERNANT, NOTAMMENT LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	20
1. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.....	20
2. Les conditions de manutention des matériaux et matériels, Utilisation des engins de levage	22
3. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	23
4. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	24
5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.....	25
6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	26
4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER ;	27
5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	29
6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE ;.....	31
Moyens d'alerte.....	31
Moyens de secours.....	31
Dispositions en cas de travail isolé.....	32
Protection contre l'Incendie	32
Suivi des incidents et Accidents de chantier	33
7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS. .	34
8. LE COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (C.I.S.S.C.T)	36
9. ANNEXES	36

PREAMBULE

Les entreprises doivent établir leur offre et conduire leurs travaux en prenant en compte les éléments d'informations détaillés ci-après, tout en sachant que le PGC pourra faire l'objet de modification(s) ou de complément(s) qui seront portés à la connaissance des entreprises, au cours du chantier.

Ce Plan général de coordination a été rédigé pour être un outil de concertation entre les différents intervenants, en particulier, avec les Entreprises appelées à intervenir sur le chantier.

Ce document est susceptible d'adaptation ou de modification : Il doit aider à clarifier le rôle et les responsabilités de chacun.

Chaque entreprise doit en prendre connaissance, dans sa totalité et le contresigner pour visa.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est :

- Un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.
- A appeler à être complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.
- Intègre notamment au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des divers intervenants.

Chacun des participants à l'ouvrage à réaliser conserve sa pleine responsabilité en ce qui concerne l'application des principes généraux de préventions :

1° Éviter les risques

2° Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités

3° Combattre les risques à la source

4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'Article L1152-1

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs

L'intervention du coordonnateur SPS ne diminue en rien les responsabilités des différents acteurs de l'acte de construire. En particulier chacun des intervenants devra répondre explicitement aux notes émises par le coordonnateur SPS dans le domaine qui le concerne (Article R.4532-38).

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, joint aux autres documents, est remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qu'il envisage de contracter.

Le maître d'ouvrage est tenu d'adresser le Plan Général de Coordination, sur leur demande, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux

publics et aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le Plan Général de Coordination est tenu sur le chantier, il peut être consulté par le médecin du travail, les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, appelés à intervenir sur le chantier, ainsi que par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et par les personnes mentionnées à l'alinéa précédent.

En outre les dispositions de l'Article R 4532-42 du Nouveau Code du Travail précise que : "Le maître d'ouvrage ou l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, mentionne dans les documents remis aux entrepreneurs que le chantier sur lequel ils seront appelés à travailler en cas de conclusion d'un contrat est soumis à l'obligation de Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé."

Le P.G.C tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservée par le Maître d'Ouvrage 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Etabli lors de la phase de conception, le P.G.C intègrera, lors de ses modifications ultérieures :

- Les améliorations apportées par les entreprises, lors de la préparation de leurs PPSPS
- Les adaptations jugées nécessaires par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre
- Les imprévus et aléas, en cours de chantier

Chaque intervenant doit s'informer de ses obligations de diffusion du présent P.G.C.

Ce document est rédigé pour être le plus pratique possible. Chaque page est repérée, les modifications seront faites page à page. Charge à chacun d'insérer les pages modifiées ou de complément dans l'exemplaire en sa possession.

Les tableaux et schémas indicatifs qui le composent, ne dispensent pas les intervenants de compléter leur information auprès des pièces établies par la Maîtrise d'œuvre, et les règlements en vigueur

Phase préparatoire du chantier

Dès qu'elle en a connaissance, chaque entreprise informera le coordonnateur SPS des éléments suivants :

- Noms et adresses des entreprises sous-traitantes, dans un délai compatible avec les obligations réglementaires (# 20 jours avant intervention du sous-traitant)
- Date(s) approximative(s) des interventions de ses équipes et de ses sous-traitants et les noms du responsable sur le chantier et du représentant des employés sur le chantier.
- Effectifs et durées prévisibles des interventions programmées (ci-dessus)

Chaque entreprise réalisant des travaux, traitante ou sous-traitante, doit procéder à une inspection du chantier avec le coordonnateur SPS, en vue de préciser toute(s) consigne(s) nécessaire(s)

Phase Chantier

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, en vue d'assurer les conditions de sécurité optimales. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation du travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues en concertation avec le coordonnateur. Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution de son contrat, il doit transmettre à son sous-traitant un exemplaire du PGC, et ses modifications éventuelles. Chaque entreprise doit communiquer à chacun de ses sous-traitants les coordonnées des autres sous-traitants.

A quelque niveau que ce soit, tout titulaire de lot doit déclarer par écrit au Maître d'Œuvre et au coordonnateur, l'ensemble de ses sous-traitants, avant leur intervention, et dans un délai compatible avec les obligations réglementaires SPS. (Inspection commune).

REGLEMENTATION

Liste non exhaustive de la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité :

- Nouveau Code du Travail
- Code la Santé Publique
- Code de la construction et de l'habitation
- La loi 93-1418 du 31 décembre 1993 (transposition de la directive du Conseil des Communautés Européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992)
- Le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail ;
- Le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et ses textes d'application (circulaire du 29 Mars 1965) ;
- Décrets modificatifs : 81-989 du 30 octobre 1981, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995, modifié le 1 septembre 2004,
- Le décret n° 47-1592 du 23 août 1947 modifié intéressant les mesures de sécurités relatives aux appareils de levage autre qu'ascenseurs et monte-charges ;
- Décrets modificatifs : 50-1121 du 9 septembre 1950, 62-1028 du 18 août 1962, 89-78 du 7 février 1989, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995,
- Le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié réglementant la protection des travailleurs, en regard des risques électriques ;
- Décret modificatif : 95-607 du 6 mai 1995
- Le décret n° 87-231 du 27 mars 1987 concernant les prescriptions particulières de protection relatives à l'emploi des explosifs dans les travaux de bâtiment, les travaux publics et les travaux agricoles.
- L'Instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I, Signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée.
- L'arrêté du 5 mars 1993 modifié le 4 juin 1993 soumettant certains équipements de travail à des vérifications générales périodiques prévues à l'article R 233-11 du Code du Travail.
- L'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R 233-42.2 du Code du Travail
- Arrêtés préfectoraux en vigueur
- Décret du 8 janvier 1965 modifié et textes d'application
- Annexe : décret 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en œuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyens de protection soumis au Nouveau Code du travail et modifiant ce Code
- Mesures générales de sécurité
- Arrêté du 7 mars 1995 Annexe 6 modifié
- Circulaire DRT n°96-5
- Recommandations CRAM
- Recommandations du CTNIBTP (Comité Techniques National des Industries du Bâtiment et Travaux Publics)
- Avis techniques
- DTU, Normes, ... etc

Pour tous travaux à risque non spécifiés dans cette présente annexe au PGC, l'entrepreneur est tenu d'informer le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre par écrit, avant son intervention, afin de faire approuver les dispositifs de sécurité et la méthodologie de travail devant être mise en place.

1. Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable

1. Présentation du projet

Situation géographique	Secteur Rural / Urbain
Adresse du chantier	Centre Détention du Port – 97420 LE PORT
Dénomination de l'opération	CONSTRUCTION DE VESTIAIRES FEMMES
Nature de l'opération	<input type="checkbox"/> Construction neuve <input type="checkbox"/> Réhabilitation <input type="checkbox"/> Travaux VRD <input checked="" type="checkbox"/> Extension <input type="checkbox"/> Elévation <input checked="" type="checkbox"/> Autre : <i>Etablissement Recevant des travailleurs ERT</i>
ICPE (Autorisation / Déclaration / SEVEZO)	SANS OBJET
Type de marché	<input checked="" type="checkbox"/> Public <input type="checkbox"/> Privé
Amiante	Construction après 1997 – NON SOUMIS AU REGLEMENTATION AMIANTE
Permis de construire / d'Aménagement	SANS OBJET
Permis de démolir	SANS OBJET
Date de début de travaux	2026
Durée des travaux	8 MOIS
Classement de l'opération	<p>Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail.</p> <p>Cette opération n'est pas soumise à CISSCT au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail.</p>
Description sommaire des ouvrages	<p>Construction de vestiaires destinés au personnel surveillant féminin</p> <p>La présente opération se décompose en 7 lots :</p> <p>Lot 01 : VRD- TERRASSEMENT - GROS OEUVRE- CLOISON MACONNEE</p> <p>Lot 02 CHARPENTE – COUVERTURE- ISOLATION</p> <p>Lot 03 : FAUX-PLAFOND - PEINTURE - ETANCHEITE</p> <p>Lot 04 : REVÊTEMENT DUR</p> <p>Lot 05 : MENUISERIE ALUMINIUM - MENUISERIE BOIS</p> <p>Lot 06 : PLOMBERIE- ECS</p>

2. Présentation des intervenants

LISTE DES INTERVENANTS

INTERVENANTS		Contact	Gsm / Tél	Email
MAITRE D'OUVRAGE	Ministère de la Justice 11, rue faraday 97823 LE PORT Cédex			
	Délégation Territoriale de DSPOM en Océan Indien Centre de détention 97823 LE PORT cedex	M. François DUCHEMANE Chargé d'opérations immobilières	06 92 56 35 37	francois.duchemane@justice.fr
MAITRE D'ŒUVRE	BET CATINEVEL 78, rue de l'ancienne usine 97410 SAINT PIERRE	M. CATINEVEL	06 92 85 25 47	betcatinevel@orange.fr
SECURITE / SANTE	SP20i 410, chemin Niobé 97432 RAVINE DES CABRIS	M. ETANGSALE J-Marc	0692 68 69 90	contact@sp20i.re
BUREAU CONTROLE	APAVE	M. DUPUIS Julien		julien.dupuis@apave.com
OPC				

LISTE DES ENTREPRISES

LOT		ENTREPRISES	Contact	GSM	Email
00	Prescriptions Communes	Non connue			
01	VRD – TERRASSEMENT Gros-Œuvre - Cloison	Non connue			
02	CHARPENTE – COUVERTURE- ISOLATION	Non connue			
03	FAUX-PLAFOND - PEINTURE ETANCHEITE	Non connue			
04	REVÊTEMENT DUR	Non connue			
05	MENUISERIE ALUMINIUM MENUISERIE BOIS	Non connue			
06	PLOMBERIE- ECS	Non connue			
07	ELECTRICITE	Non connue			

La liste des entreprises sera tenue à jour par le Coordonnateur SPS tout au long du déroulement de l'opération et pourra être utilisée par les entreprises pour constituer la partie administrative de leurs PPSPS.

3. Renseignements généraux

Horaires prévus pour les travaux :	Les travaux doivent s'effectuer dans le respect de la réglementation (code du travail, environnement urbain,) et les horaires de fonctionnement du Centre de Détention du PORT
Délai de préparation :	<p><u>Selon article r.4532-56 du code du travail</u> Les entreprises doivent pouvoir disposer d'une période de préparation de 30 jours à compter de la notification du contrat signé par le maître d'ouvrage pour préparer leur PPSPS.</p> <p>Les entreprises titulaires doivent désigner tous les sous-traitants et/ou les travailleurs indépendants qu'elle sera susceptible d'employer. Ces données seront consignées dans leur PPSPS. Si ces désignations interviennent en cours de chantier, les obligations de déclaration restent inchangées.</p>
Agrément des sous-traitants :	Chaque sous-traitant devra être agréé par le maître d'ouvrage <u>avant</u> l'établissement de son contrat avec l'entreprise titulaire du marché
Déclaration préalable	<p>Cette opération est soumise à déclaration préalable au sens des articles R4532-1, R4532-2, R4532-3 du Code du Travail.</p> <p>La DP doit être adressée aux organismes de prévention (Inspection du Travail / CGSS) par le maître d'ouvrage.</p>
Demande de renseignements sur l'existence et l'implantation d'ouvrage souterrain, aérien	<p>En amont des travaux, le maître d'ouvrage, les entreprises réalisant des travaux de grande hauteur, fouilles ou tranchées et leurs sous-traitants concernés, sont tenus d'adresser, avant le commencement des travaux à proximité de réseaux de toutes catégories (gaz, électricité, télécommunications, eau, assainissement, matières dangereuses, réseaux de chaleur, lignes aériennes, réseaux ferroviaires, subaquatiques, etc.), une déclaration préalable aux exploitants de ces réseaux, à savoir :</p> <p>Déclaration de projet de travaux (DT) Dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux, et avant de lancer le dossier de consultation des entreprises (DCE), le maître d'ouvrage doit envoyer une déclaration de projet de travaux (DT), effectuée au moyen du formulaire cerfa n°14434*02. Il doit y indiquer l'emplacement, la nature et la date prévue des travaux à réaliser.</p> <p>Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) L'exécutant des travaux doit ensuite adresser une DICT à chaque exploitant d'ouvrage concerné au moyen du formulaire cerfa n°14434*02, qui est le même formulaire que celui relatif à la déclaration de projet de travaux (DT) dans lequel le volet DT doit être rempli. Une nouvelle déclaration est nécessaire, si les travaux annoncés dans la DICT ne sont pas entrepris dans un délai de 3 mois suivant la consultation du guichet unique, ou en cas d'interruption des travaux de plus de 3 mois.</p> <p>Nota : Préalablement à toute DT et à toute DICT, il est obligatoire de consulter la mairie concernée par le projet de travaux, afin de connaître la liste des opérateurs de réseaux concernés par l'emprise du projet ou l'emprise des travaux</p>

<p>Contraintes administratives ou servitudes pour le Maître d'ouvrage, les entreprises et les sous-traitants</p>	<p>Il incombe au Maître d'ouvrage et à chaque entreprise intervenant sur le chantier d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demandes d'arrêtés aux services concernés (occupation de voirie, ...), autorisations administratives - Demandes de branchements aux concessionnaires des réseaux (eau, électricité, téléphone, égout ,...) - Demande d'autorisation de survol et de montage de Grue à Tour, GTMR, GME, GMA, GMR - Déclaration d'ouverture de chantier occupant au moins 10 salariés pendant plus d'une semaine, déclaration à adresser à la CGSS, La DIRECCTE - inspection du travail - Demande de dérogations à l'aménagement du temps de travail : en cas de travaux devant être réalisés la nuit, en continu avec des équipes en 3x8, en 2x8 ou pendant 6 jours par semaine, des demandes seront à entreprendre auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention conformément à législation en vigueur - Demande de dérogations concernant le travail le dimanche : en cas de travaux devant être réalisés le dimanche, des demandes seront à entreprendre auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention conformément à législation en vigueur. <p>Déclaration de projet de travaux (DT) à effectuer par le Maître d'ouvrage dès le stade de l'élaboration d'un projet de travaux), la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) à effectuer par les entrepreneurs et à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux un mois avant le début des travaux.</p>
---	--

4. Renseignements administratifs

SERVICES D'URGENCE

POLICE 17 - **S.A.M.U 15** - **POMPIERS 18** / **GSM 112**

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS DE LA PREVENTION

<u>Caisse Générale de Sécurité Sociale -CGSS</u> 4 Boulevard Doret 97400 SAINT-DENIS Tél. : 0262 40 33 40 Fax : 0262 41 72 76	<u>DIECCTE</u> 24 rue Maréchal Leclerc 97488 Saint-Denis CEDEX Tél : 02 62 94 07 07 <i>Renseignements Droit du travail</i> Tél : 0 806 000 126 Service gratuit + prix appel	<u>Médecine du Travail</u> SISTBI 97, rue République – 97400 SAINT-DENIS Tél : 02 62 41 42 27 INTERMETRA Résidence Halley – 4 rue Camille VERGOZ 974100 SAINT-DENIS
--	--	--

AUTRES ORGANISMES

A.R.S Oi 139, rue Jean Chatel – 97490 ST-DENIS Tél : 02 62 97 93 60	DEAL 130 rue LéopoL Rambaud 97480 SAINTE-CLOTILDE Tel : 0262.92.41.10 Fax. : 0262 29 37 31	PREFECTURE 9 avenue de la Victoire 97400 - SAINT DENIS Tel : 0262.40.77.77 Fax. : 0262 41 73 24
--	---	--

CONCESSIONNAIRES

EDF : Accès professionnel 14, rue Sainte Anne - 97400 SAINT DENIS Tél : 0262 40 66 00 – Fax : 0262 20 17 07 EDF DEPANNAGE : Tél : 0262 29 97 97	FRANCE TELECOM : 4 rue Jules Hermann - 97490 STE-CLOTILDE Tel : 0262 40 46 42	RUNEO 53, rue Sainte Anne - 97400 SAINT DENIS Tél : 0262 90 25 25 –FAX : 0262 21 16 12
---	--	---

MAIRIE DU PORT

9, Rue Renaudière de Vaux, Le Port 97420
Tel : 0262 42 87 00

2. Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

TOUS LES REGLES DE SECURITE, LES PROCEDURES ET LES CONSIGNES DU CENTRE PENITENTIAIRE DE ST-DENIS DOIVENT ETRE IMPERATIVEMENT RESPECTES

1. Description de l'Environnement et des Servitudes

Dispositifs prévus	Concernés
<p>Par rapport aux contraintes liées à l'environnement du chantier Le chantier se trouve dans un centre pénitentiaire, les travaux seront réalisés en respect des règles du centre pénitentiaire, du code de l'environnement et du code du travail. Les ballades des détenus dans les cours en travaux seront interdites. L'attention de l'ensemble des intervenants sera retenue pour l'ensemble des points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintien de la signalisation provisoire. - Maintien en bon état de propreté des voies d'accès. - Respect des consignes du centre pénitentiaire. - Interdiction de brûlage. - Rabattage des poussières. - Respect de l'environnement des nuisances sonores 	TCE
<p><u>Par rapport à la sécurité des riverains</u> Toute intervention, pouvant occasionner des risques hors des limites de chantier, sera réalisée avec toute l'attention qu'il convient. Celle-ci sera développée dans le PPSPS avec la prise en compte des moyens mis en œuvre. Une attention particulière sera prise en compte par l'ensemble des intervenants pour les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection des zones d'intervention pour les parties privatives et communes - Déchargements en limites de chantier - Stockages pouvant occasionner des chutes d'objets - Risques de projections et de chutes en cascade - Chute et chavirage de matériel, échafaudages, appareils de levage ... 	Lot VRD
<p>Par rapport à la sécurité des locataires (détenus) La circulation n'est pas autorisée à proximité des fenêtres des cachots. Aucun contact et discussion seront autorisées avec les détenus.</p>	TCE
<p><u>Par rapport aux interdictions de survol</u> Chaque entreprise utilisant un engin de levage pour les manutentions de matériaux ne devra en aucun cas faire circuler les charges à lever en dehors de l'emprise de chantier. Le personnel de conduite devra être détenteurs de toutes les autorisations nécessaires.</p>	Lot VRD
<p>Par rapport aux interdictions de survol Utilisation d'un engin de levage uniquement dans la zone d'approvisionnement de matériaux vers la terrasse toiture.</p>	Lot Gros Oeuvre
<p>Par rapport aux transports (terrestre) Il n'est pas prévu de déviation de circulation pouvant entraîner une modification des circuits.</p>	TCE

Dispositifs prévus	Concernés
Maintien des accès et circulations libres pour les services de secours	
<p>Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier Conformément aux dispositions visées à l'article n° 65-48 du 08 janvier 1965, l'entreprise qui entend effectuer des fouilles en tranchées doit s'informer auprès des exploitants de l'éventuelle existence de canalisations électriques afin d'en connaître l'implantation, la nature et la valeur des tensions en exploitation.</p> <p>Les entreprises concernées devront avant le démarrage de ses travaux, adresser une DICT aux administrations ou organismes concernés (EDF, Service des Eaux, France Télécom, etc. ...) au moyen d'un formulaire de déclaration type CERFA n°14434*02.</p> <p>L'entreprise attendra les réponses des concessionnaires concernés avant d'autoriser une intervention sur le terrain.</p> <p>Au vu de la réponse écrite des concessionnaires, l'entreprise s'assurera qu'au cours de l'exécution de ces travaux, aucun travailleur, engin ou outil, ne puisse s'approcher à une distance dangereuse des pièces conductrices de la canalisation repérée.</p> <p>Il est de la responsabilité des entreprises concernées de s'informer auprès de la Maîtrise d'œuvre de l'existence de plans de récolement des zones concernées.</p> <p>Les plans de réseaux enterrés disponibles devront être remis à l'entreprise, néanmoins des sondages préalables devront être exécutés afin de confirmer les éléments transmis si nécessaire.</p> <p>Les réseaux aériens sont sans objet pour la présente opération.</p>	TCE
<p>Par rapport au terrain SANS OBJET (toutes les zones concernées sont clôturées)</p>	-
<p>Par rapport à la construction existante Les entreprises, préalablement à l'exécution de leurs travaux, devront prendre connaissance des rapports du contrôle technique (solidité du bâti / capacité portante par rapport aux zones de stockage sur la toiture terrasse)</p>	TCE
<p>Par rapport à la pollution des sols Les eaux d'infiltration seront récupérées et si nécessaire des rabattements de nappe seront mis en place. Les entreprises devront effectuer le stockage des liquides considérés comme polluant sur des bacs de rétention et les engins stationneront sur une plateforme étanche afin d'éviter toute infiltration de matière polluante dans le sol existant.</p>	Lots concernés
<p>Par rapport aux chantier limitrophes (contigus / mitoyens) ouvert ou prévus SANS OBJET</p>	-
<p>Par rapport aux réseaux enterrés Des réseaux existent, il faudra les repérer avant travaux</p>	Lot VRD
<p>Par rapport aux réseaux aériens Des réseaux existent, il faudra les repérer avant travaux</p>	Lot VRD

Dispositifs prévus	Concernés
Par rapport à la voirie <ul style="list-style-type: none">- La voirie (couche de chaussée , bordures , terre végétale) sera exécutée dès que possible- L'entreprise responsable de l'exécution de la réfection de voirie assurera la mise en place de balisages et signalétiques interdisant la circulation au droit des zones à risques	Lot VRD

CONTRAINTES D'EXECUTION DU PROJET

Vérifier la nature du sol avant chaque intervention

Les travaux en tranchées seront adaptés

Travaux d'assainissement -Décret du 8 janvier 1965- art R 4534-24 et R 4534-25-

Les travaux de fouilles en tranchées seront effectués lors de l'exécution du chantier de terrassement, il est donc nécessaire de mettre en place et de maintenir en état :

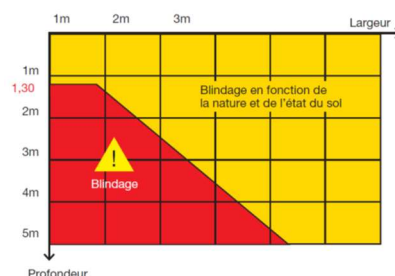
- Une protection physique efficace indiquant la présence des tranchées
- Une protection en tête de fouille protégeant les salariés contre les risques de projection de cailloux par les pneus des engins.
- Remblais des tranchées au fur et à mesure de l'avancement afin de ne laisser aucun vide derrière soi.
- Utilisation d'un engin de compactage équipé d'arrêt automatique après relâchement du levier de commande et dispositif de sécurité de marche arrière
- Toutes les ouvertures devront être protégées efficacement de façon à éviter tout risque de chute, de préférence par la mise en place à l'avancement des grilles et tampons définitifs.

D'une manière générale, toutes extractions, y compris tranchées devront être réalisées avec des talus en pentes douces ou inférieures aux limites de stabilité calculées et majorées d'un coefficient de sécurité de 1,5.

A défaut, un système de protection de type blindage est à prévoir.

Blindage

Une tranchée à parois verticales doit être obligatoirement blindée à moins qu'une étude de sol prouve sa stabilité. Prévoir étaieage ou blindage des tranchées en cas d'instabilité du terrain, le blindage est obligatoire à partir d'une profondeur de 1.30 m ou moins si le terrain le demande



Accès

Des moyens d'accès sûrs, efficaces et adaptés à la configuration de la fouille devront être mis en place. Dans le cas de fouilles de grandes longueurs. Les accès devront être disposés au plus près du poste de travail.

2. Accès chantier

Le port des EPI ci-dessous sont obligatoires avant accès sur le chantier.

L'accès au chantier sera strictement interdit à toutes les personnes n'ayant pas leurs équipements de protection individuelle.



Contrôle d'accès :

L'accès principal du chantier se fera à partir du poste de surveillance.

Après avoir remis une pièce d'identité à un surveillant qui se tient derrière une vitre sans tain, les intervenants doivent attendre le responsable du chantier du centre pénitentiaire pour accéder à la salle de récupération d'une carte d'accès « INTERVENANT ».

Cette carte doit rester en permanence avec chaque intervenant.

Toute personne amenée à pénétrer à l'intérieur de l'établissement doit se soumettre au contrôle du portique de détection métallique et du tunnel d'inspection à rayons X si elle est en possession de bagages.

Des casiers fermant à clef sont à la disposition des visiteurs (téléphone interdit sur le site).

Le responsable du chantier CD PORTS ou un gardien sera continuellement avec les intervenants.

Les entreprises retenues dans le cadre de ce marché, ayant remplies toutes les obligations administratives avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'oeuvre, et qui ont réalisées la Visite d'inspection Commune et effectuer les mises à jour du PPSPS (après avis du CSPS) pourront accéder au chantier.

Visite du chantier par des tiers

Le maître d'ouvrage seul peut permettre, à des personnes invitées, l'accès au chantier, celles-ci étant invitées à s'équiper de protections individuelles et à prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir tout risque d'accident.

Autorisation d'accès pour les engins / transporteurs de béton / livraison de matériaux :

L'accès se fera sous le contrôle, la surveillance et la vérification du Centre Détention du PORT.

Les chauffeurs doivent se présenter au poste de surveillance avec une pièce d'identité valide.

Il n'est pas prévu d'inspection commune ni de rédaction de PPSPS.

Chaque intervenant devra être informé par l'entreprise avec lequel il est en relation sur le chantier et préalablement à son intervention, des risques particuliers existant sur le chantier et consignes de sécurité à observer.

Autorisation d'accès pour les entreprises retenues :

Les entreprises retenues dans le cadre de ce marché, ayant remplies toutes les obligations administratives avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'oeuvre, et qui ont réalisées la Visite d'inspection Commune et effectuer les mises à jour du PPSPS (après avis du CSPS) pourront accéder au chantier.

Visite du chantier par des tiers

Le maître d'ouvrage seul peut permettre, à des personnes invitées, l'accès au chantier, celles-ci étant invitées à s'équiper de protections individuelles et à prendre toutes les précautions nécessaires pour prévenir tout risque d'accident.

Autorisation d'accès pour les autres prestataires :

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention équiper de protections individuelles.

- Il n'est pas prévu d'inspection commune ni de rédaction de PPSPS pour ces prestataires.
- Chaque intervenant devra être informé par l'entreprise avec lequel il est en relation sur le chantier et préalablement à son intervention, des risques particuliers existant sur le chantier et consignes de sécurité à observer.

Autorisation d'accès pour les entreprises, sous-traitants, travailleurs indépendants participant à la réalisation de l'ouvrage :

- Tout intervenant doit être connu et agréé du Maître d'ouvrage.
- Le **Maître d'ouvrage** informe le coordonnateur SPS de la désignation ou de l'agrément de tout intervenant.

Il est de la responsabilité de chaque entreprise pour ce qui la concerne de gérer, de coordonner et de contrôler les accès au chantier de son personnel, de ses prestataires de service et de ses livraisons. Elle nommera un responsable de ce contrôle dans son personnel. Ce responsable s'assurera que chacun porte les protections individuelles indispensables dès l'entrée du chantier.

Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou autre.

3. Mesures d'identifications des intervenants

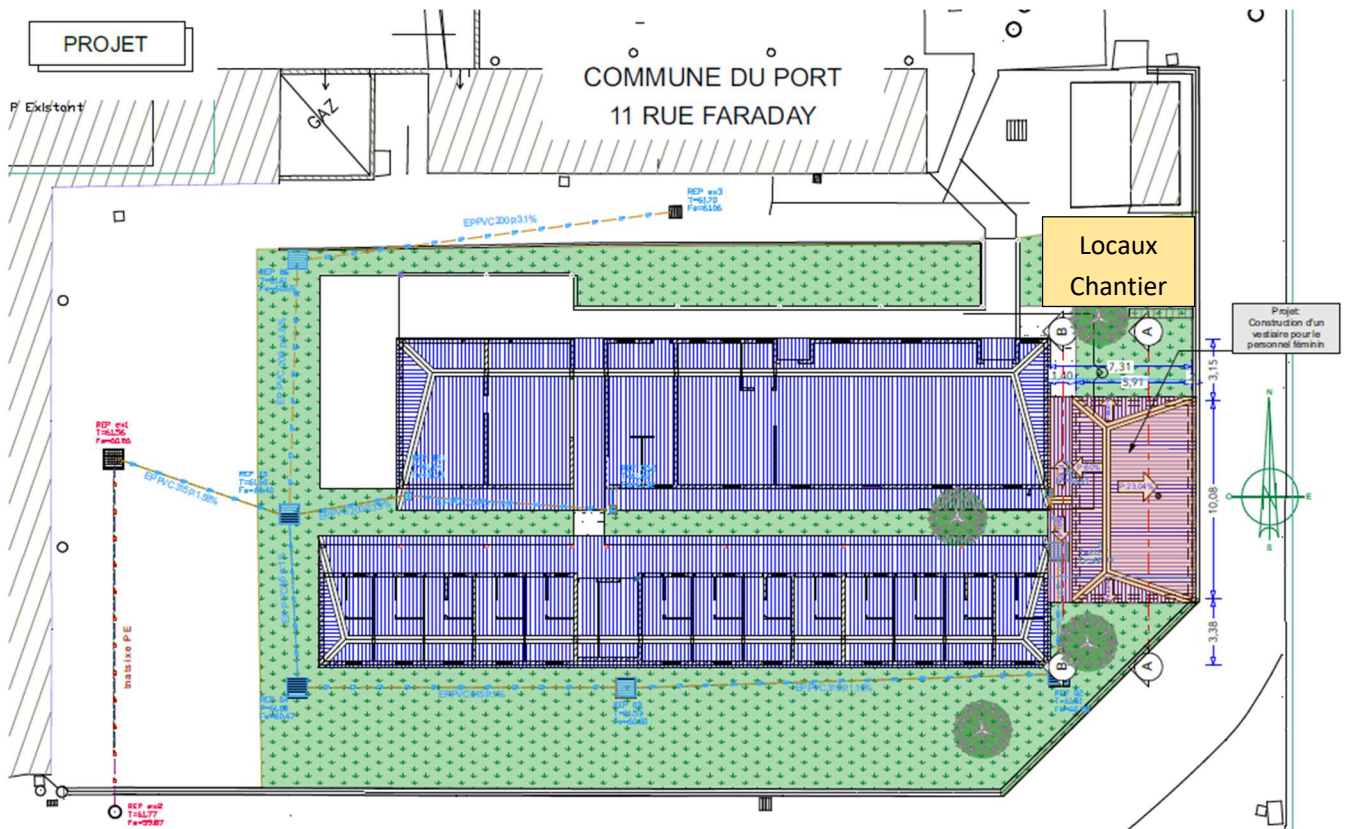
<u>Dispositifs prévus</u>	Qui réalise
<p><u>Tous les intervenants</u></p> <p><i>La carte d'identité professionnelle</i> devra être disponible pour chaque intervenant.</p> <p><i>La nouvelle Carte BTP obligatoire est conçue pour lutter plus efficacement contre le travail illégal et la concurrence sociale déloyale en permettant de justifier à tout moment, en cas de contrôle, du respect par l'employeur de l'obligation de déclaration et d'information relative aux personnels présents sur un chantier.</i></p> <p><i>Code du travail : articles L8291-1 et L8291-2</i></p> <p><i>La Carte BTP comporte un QR Code qui permettra, au moyen d'une application réservée aux corps de contrôle habilités, de vérifier la validité de la carte.</i></p> <p>En cas de découverte d'intervenant non connu par le CSPS lors d'une visite de chantier, le CSPS en informera le Maître d'Ouvrage qui devra prendre les décisions quant à la conduite à tenir vis à vis de l'intervenant et l'entreprise concernée.</p> <p>N° d'identification sur la carte BTP à faire apparaître sur le PPSPS pour chaque salarié</p>	Tous Corps d'Etats

4. Installation chantier

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier par le lot VRD

INSTALLATION CHANTIER		
<u>POSTE</u>	<u>Description</u>	<u>Localisation</u>
Cantonnement	<u>Sanitaire</u> : A la charge du lot Principal Consommables	A localiser sur le PIC
	<u>Zone repas</u> : A la charge du lot Principal	A localiser sur le PIC
	<u>Bureau de chantier</u> : A la charge du lot Principal	A localiser sur le PIC
Installation électrique	<u>Compteur de chantier EDF</u> : A installer avant début des travaux Coffret de chantier équipé d'Arrêt d'Urgence + Protection différentiel 30 mA à installer avant début de chantier Utilisation de matériel électroportatif	A localiser sur le PIC
Installation eau	<u>Compteur d'eau</u> : A installer avant début des travaux A la charge du lot Gros-Œuvre :	A localiser sur le PIC
Clôture chantier	<ul style="list-style-type: none"> - Barrières type heras H=2.0 m à installer autour de la zone de cantonnement - Portail sur les accès du chantier - Affichages « accès réglementé ... » 	Limites du chantier à représenter sur le PIC
Déchets	Mise à disposition, évacuation et remplacement des bennes dans le cadre de la gestion des déchets pendant toute la durée du chantier par le lot Principal.	
Stockage	Zone de dépotage et stockage à réaliser par lot Principal - A localiser sur le PIC	
Equipements communs	<ul style="list-style-type: none"> - Cantonnement mise à disposition par le lot principal - Autres équipements manutention / levage non prévu dans l'opération 	
Espace fumeur	Il est strictement interdit de fumer à l'intérieur de logement et sur les lieux en chantier Localiser sur le PIC les zones fumeurs autorisées	
Parking	Place de stationnement - A localiser sur le PIC	
PIC	Plan d'Installation Chantier à afficher sur le site dans la zone de vie	

POC - Plan d'Organisation de Chantier



Un POC sera proposé par la Maîtrise d'Ouvrage

PIC - Plan d'Installation de Chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise principale soumet à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier.

Le Plan d'Installation de Chantier (PIC) sera établi par l'entreprise du lot principal, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage. Faire apparaître sur le PIC :

- Le repérage des entrées et des sorties du chantier
- La délimitation de l'emprise du chantier y compris clôtures de chantier
- Les voies existantes et les modifications dues à l'emprise ou au fonctionnement du chantier
- Les stationnements autorisés et interdits
- Le positionnement des panneaux d'orientation et d'informations pour accéder au chantier
- Les aires de déchargement ou de chargement,
- La position du cantonnement (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires)
- La position des réseaux provisoires de chantier (Electricité / Eau)

- La position des zones de livraison
- La position des zones de stockages principales
- Les zones de lavage des engins ou toupies béton
- La position des bennes à déchets
- La position des engins de levage et installations fixes de chantier
- La position des places de stationnement dédiées pour le chantier
- La position des zones de circulation des véhicules · Position des zones de cheminements piétons
- La position du "Point de rassemblement "
- La position des équipements de lutte contre l'incendie

Dispositifs prévus	Qui réalise
<u>Plan d'Installation Chantier PIC</u> Afficher un exemplaire du plan d'installation de chantier dans la zone cantonnement	Lot principal
<u>Clôture de chantier</u> Une clôture rigide d'une hauteur minimum de 2 m uniquement dans les zones en travaux avec des accès véhicules et piétons, <u>selon les contraintes du site.</u> - Des panneaux de signalisation "chantier interdit au public", port des EPI, et directionnels seront apposés aux points d'accès, et à tous autres points nécessaires, pour permettre une bonne gestion des flux routier et piétonnier.	Lot principal
<u>Panneau de chantier</u> Un panneau de chantier thermolaqué ou peint de dimensions adaptées contenant les informations du Maître d'ouvrage et les éléments de la Déclaration Préalable : <ol style="list-style-type: none"> 1. Intitulé de l'opération 2. Coordonnées du Maître d'Ouvrage 3. Coordonnées du Maître d'œuvre 4. Coordonnées du Coordonnateur Sécurité Santé, 5. Coordonnées du Contrôleur technique, ... 6. Coordonnées des Entreprises et leurs sous-traitants, 7. Durée des travaux 	Non prévu Cf CD PORT

5. Les réseaux de distribution provisoire

Dispositifs prévus	Qui réalise
<u>Branchement Electrique</u> Utilisation de matériel portatif uniquement (Prises pour recharger les batteries localisées dans la base de vie.	Lot principal
<u>Branchement Eau</u> Créer un point d'eau dans la zone cantonnement	Lot principal
<u>Evacuation des EU, EV, EP</u> L'évacuation des Eaux Usées sera réalisée par un branchement sur le réseau d'assainissement existante.	Lot principal
<u>Téléphone</u> Le téléphone est interdit sur le site. Les numéros d'appel d'urgence seront affichés à proximité de la base de vie <i>Le responsable du chantier CD du PORT ou le gardien posté pour les travaux se chargera d'appeler les secours en cas d'accident.</i>	Lot principal CD DU PORT
<u>Voirie</u> Voie d'accès au chantier, panneaux de signalisation, chemin piétons si possible et tout autre moyen permettant un flux convenable	Lot principal

6. Propreté du chantier

Les entreprises concernées doivent la protection du site des travaux contre tout risque de pollution liée directement ou indirectement au chantier, notamment ceux consécutifs au stockage sous rétention de produits tels que carburants, huiles, graisses, peinture, solvants, ... Ces stockages doivent être constitués et gérés selon les réglementations en vigueur.

Les entreprises concernées doivent la protection et le nettoyage des ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravois, afin de livrer les lieux, matériels et installations en parfait état de propreté.

Si malgré ces prescriptions, le site du chantier n'est pas maintenu dans un état de propreté suffisante pendant l'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage ou son Représentant peut en l'absence du responsable, ordonner chaque fois qu'il le juge nécessaire, le nettoyage du chantier, les frais correspondants étant imputés aux entreprises concernées.

Dans le cas où malgré les ordres de service consignés au cahier de chantier, le nettoyage du chantier n'est pas réalisé de façon satisfaisante, le Maître d'Ouvrage ou son Représentant peut faire appel à une Entreprise spécialisée de nettoyage, aux frais des entreprises concernées.

3. Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

1. Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

A - Les circulations horizontales

Les voies d'accès au chantier seront définies sur le plan d'installation de chantier.
Un balisage sera mis en place pour le chantier.

Selon la nature du terrain rencontré, l'entreprise devra prévoir tous les talutages, ouvrages d'étalement et de blindage nécessaires, afin d'assurer la sécurité des ouvriers.

En cas de présence d'eau, il devra les épuisements et l'évacuation par pompage en évitant les affouillements et l'entraînement des terres (les fouilles devront être protégées ou signalées en retrait).

Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le Lot principal.

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

Les cheminements piétons doivent être prévus et sécurisés en tous points, ces derniers sont séparés par des éléments en adéquation avec l'environnement et la prise en compte du risque Covid-19.

Si les largeurs de passages des circulations piétonnes sont techniquement inadaptées, les travailleurs chemineront en passage alterné ou bien, prévoir une entrée et une sortie de sorte à faire éviter les salariés de se croiser.

A chaque phase de l'opération, les moyens les plus adaptés pour les circulations verticales provisoires en sécurité seront mis à disposition de tous les intervenants.

Un affichage sera mis en place à l'entrée des moyens d'accès, afin d'interdire l'accès à plus d'une personne à la fois et de respecter une distance de sécurité entre les personnes d'au moins 1 mètre.

B - Les circulations verticales

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyens d'accès provisoire et en aucun cas servir de cheminement des approvisionnements, ni poste de travail.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Qui réalise
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	Lot principal
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : - Protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. - Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Lot principal
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Lot principal
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables	Lot principal
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : - Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier - Protection définitive fixée sur le limon.	Lot principal
Circulations pour les travaux de nuit	- Assurer l'éclairage permanent des circulations	Lot principal
Circulations pour les travaux en façades	- Intervention en façade à l'aide de passerelle de travail ou d'échafaudages dont la classe est adapté aux travaux à réaliser. - Prévoir la mise à disposition de l'échafaudage de façade pour toute intervention sur les ouvrages par l'extérieur par d'autres corps d'état - Un recensement des besoins des autres intervenants sera fait en la matière par le coordonnateur SPS lors des inspections communes. - Pose des châssis et vitrages par l'intérieur du bâtiment de préférence - Planification des travaux des abords pour éviter tout risque de superposition de tâches	Lot principal

Interdictions d'utiliser les échelles et les escabeaux comme postes de travail :

Recommandations : Utilisation de PIR/PIRL ou autres dispositifs sécurisants

PIR : Plate-forme Individuelle Roulante

PIRL : Plate-forme Individuelle Roulante Légère

2. Les conditions de manutention des matériaux et matériels, Utilisation des engins de levage

Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels

La législation du travail impose une limitation à l'emploi du transport des charges de façon manuelle. Elles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation particulière (Art. R 4541-4 du Code du Travail)

La démarche prévention est la suivante

Les entreprises intervenantes devront éviter le recours à une manutention manuelle. Pour cela, elles devront prendre les mesures suivantes :

- Réaliser la totalité de manutentions à l'aide d'engins de levage (grue mobile, chariot automoteur...)
- Les matériaux arrivant sur le chantier devront être prés assemblés afin de réaliser uniquement la pose

Lorsqu'il ne sera pas possible d'éviter totalement la manutention manuelle, des aides mécaniques telles que transpalettes, chariots, automoteurs, etc seront mis à la disposition du personnel pour :

- Décharger les véhicules,
- Organiser le stockage,
- Déplacer les outils, matériaux, équipement de travail,
- Approvisionner les zones en travaux.

Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut être évitée, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 55 kg pour l'homme.

Les opérations de manutention prévisibles devront être mentionnées au PPSPS.

Les moyens de levage :

Les engins de levage doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, le registre de sécurité devra être tenus à jour et présentés à la demande des organismes de prévention et du Coordonnateur sécurité, en particulier au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Il est rappelé que :

Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état, et que les rapports de visite doivent être fournis.

La mise à disposition des appareils de levage aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entrepreneur principal, et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel. Tous les appareils de levage nécessaires à la manutention seront fournis par l'entreprise utilisatrice qui assurera la direction de la manœuvre par une personne dûment habilitée par l'entreprise et agréée par l'entrepreneur titulaire du lot principal.

Grues à tour : SANS OBJET

Grues mobiles : SANS OBJET

Grues auxiliaires de chargement de véhicules : SANS OBJET

3. La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Qui réalise
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises pourront occuper des places de stationnements à l'extérieur pour ses containers d'outillage	Lot principal CD PORT
Zones de stockage des matériaux et matériels	<p>Les zones de stockage des matériaux et matériels seront clairement définies dès la phase de préparation de chantier en accord avec le Coordonnateur SPS.</p> <p>Les matériaux et matériels livrés devront être contrôlés à la réception et ne pourront être stockés qu'aux endroits définis à l'avance.</p> <p>Les aménagements et la protection des aires de stockage sont à la charge des entreprises.</p> <p>Par ailleurs, les entreprises préciseront la nature des matériels et matériaux qu'elles comptent entreposer sur ces aires en tenant compte que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le stockage de produits dangereux dans les locaux fermés est interdit, • Les magasins renfermant des produits volatils seront ventilés, 	Lot principal
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	<p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>A cet effet les entreprises devront prévoir tout engin mécanique (chariot télescopique, ...) ou matériel d'aide à la manutention (chariot à roues, lève-matériaux, ...) nécessaire pour réduire le port de charge des intervenants. Elles définiront par écrit dans leur P.P.S.P.S les détails de leur mode opératoire des approvisionnements de leur matériel et matériaux le(s) moment(s) de leur(s) intervention(s).</p> <p>Les entreprises doivent prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et d'assurer le déchargement de leurs matériaux sur le chantier aux endroits prévus à cet effet.</p> <p>Les consignes et procédures d'accueil des transporteurs seront données par l'entreprise concernée. L'accueil des transporteurs pour les livraisons se fera à l'entrée du chantier. La présence d'un homme trafic sera obligatoire pour sécuriser les manoeuvres d'entrée ou de sortie du chantier marche arrière. Des recettes à matériaux ou autres passerelles d'approvisionnement (adaptées aux charges à accueillir) devront être aménagées au dernier niveau de l'échafaudage pour permettre le stockage provisoire des matériels et matériaux approvisionnés.</p>	Lot principal

4. Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

Déposer ses déchets ailleurs que dans des installations agréées est une infraction.

Ne jetez pas vos déchets n'importe où !

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Qui réalise
Bennes à déchets	<p>L'entrepreneur du lot principal mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...); - Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ; - Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, ...). 	<p>Lot principal (à confirmer)</p>
Remplacement des bennes à déchets	<p>Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.</p>	<p>Lot principal</p>
Nettoyage quotidien des zones de travail	<p>Tous les gravats, ordures, décombres, etc. seront évacués régulièrement à la décharge contrôlée</p> <p>Chaque entreprise doit le nettoyage de son poste de travail et l'évacuation des déchets quotidienne.</p> <p>Le chantier sera nettoyé chaque soir.</p> <p>Les entreprises évacueront les déchets dans les déchetteries agréées et respecteront le tri sélectif imposé par le mode de collecte.</p> <p>Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.</p> <p>Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.</p>	<p>Lot principal</p>
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	<p>Le Maître d'Oeuvre pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante ou à défaut au frais du compte prorata.</p>	<p>Lot principal</p>

5. Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

Déchets Industriels dangereux (ex DIS) : déchets contenant des substances toxiques, corrosives ou inflammables. (Peintures, vernis, pinceaux souillés, bois traités, goudrons, huiles, amiante, produits chimiques, emballages souillés, terres polluées...)

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
<u>Matières et substances dangereuses</u>	<p>Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent</p> <p>Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET), installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).</p> <p>Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.</p> <p>Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS.</p> <p>Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.</p> <p>Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant</p>	Lot principal
<u>Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier</u>	<p>Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.</p>	Lot principal

6. L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

Pour les réservations, les lots concernés devront mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde-corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

Le lot concerné assurera le branchement depuis le local transformateur et la pose du tableau général du chantier.

Depuis le tableau général du chantier seront réalisés par le Lot Electricité :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Lot principal
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 - Prises de protection IP 447 incassables - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection	Lot principal
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : - les cheminements et circulations extérieurs - les escaliers et circulations intérieures	Lot principal
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Lot principal
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification périodique	Lot principal

4. Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

Dans l'emprise du chantier

Travaux en site occupé :

Les travaux s'effectuent en site occupé. Les contraintes d'accès et l'ensemble des règles de sécurité pénitentiaires sont à prendre en considération. Le temps de travail par jour effectif est de 7h maximum.

Les activités du CD PORT seront maintenues pendant la période des travaux.

Les règles de circulation du CD PORT devront être respectées pendant tout le long des travaux.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées au CD PORT, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Préparation travaux du jour avec l'exploitant CD PORT :

- Quart d'heure de sécurité tous les matins avant début des travaux
- Rédaction du permis travail pour faire l'inventaire des risques et plan de prévention
 - o Rédaction des autorisations de travail
 - o Permis consignation des énergies
 - o Permis de feu
 - o Permis travail en hauteur
 - o Permis de pénétré en espaces confinés
 - o Permis utilisation d'engins
 - o Permis travail en hauteur
- Les travaux pourront commencer après mise en place des mesures de préventions identifiées par l'analyse des risques.

Les entreprises se conformeront en tous points aux dispositions des plans de prévention et des consignes du CD du PORT.

Engins et banches :

Les engins de terrassements (mini-pelle, mini-chargeur, ...) les banches de coffrages, seront isolés par un grillage.

Les batteries seront déconnectées tous les soirs.

Circulation :

L'entreprise chargée des travaux mettra en place la signalisation routière temporaire adaptée à ces travaux.

En fonction des zones et phases d'intervention, les balisages seront installés afin de permettre la circulation des véhicules et les véhicules de secours en toute sécurité.

Les tranchées seront remblayées et compactées au fur à mesure pour permettre la circulation du CD PORT.

Téléphone

L'utilisation du téléphone portable est strictement interdite sur le site.

Stationnement des véhicules

Marche en avant, vitres fermées, et moteur éteinte

Exposimètre :

Utilisation d'un exposimètre pour les travaux à proximité des zones à risques d'explosion si besoin.

Il est impératif que les règles de circulation et la signalisation mise en place soient scrupuleusement respectées.

4 - 2 En périphérie immédiate du chantier

L'accès chantier

Les voiries empruntées par les engins provenant du chantier seront tenues propres. Si nécessaire, elles seront nettoyées au minimum journalier périodiquement par moyens mécaniques

Stationnement

Les engins et véhicules de chantier ne doivent pas créer de gêne. Les zones de stationnements seront matérialisées sur le PIC

Respect de la signalisation

Mise en place d'une signalisation réglementaire pour informer de la présence des travaux. Tout empiètement sur la chaussée devra faire l'objet d'une demande et d'un accord (MO, CSPS, DDE, MAIRIE...). Les arrêtés de circulation seront affichés à chaque extrémité du chantier.

Respect des règles de sécurité

Les conducteurs d'engins et véhicules de chantier doivent veiller au respect des règles de circulation

Bruit

L'ensemble des bruits du chantier ne devra en aucun cas, dépasser les normes fixées par les arrêtés interministériels. Utiliser des matériels conformes pour l'utilisation à des heures normales

Pollution

Le respect des règles liées à l'environnement et le règlement sanitaire départemental sont de rigueur.

Aucune autre opération n'a été identifiée en périphérie immédiate du chantier à la date de rédaction du PGC. Si cette situation était amenée à évoluer, une concertation doit être menée par les maîtres d'ouvrages concernés en conformité avec l'article L235-10 du Code du Travail.

Il est impératif que les règles de circulation et de signalisation mise en place soient scrupuleusement respectées.

5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

Les installations seront nettoyées et entretenues quotidiennement. Les consommables seront réapprovisionnés par l'entreprise principales.

5-1 Stockage sur le chantier :

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5-2 Nettoyage :

Agent de propreté

Chaque entreprise désignera un Agent de Propreté qui a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5-3 Enlèvement des déchets :

Le lot principal est responsable du nettoyage du chantier.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité (FDS).

Privilégier l'emploi de produit naturel.

- **Evacuation des gravats et des déchets ordinaires**

Chaque entreprise assurera le nettoyage de sa zone de travail et l'évacuation de ses déchets jusqu'aux bennes mise en place

- Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son PPSPS les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures).

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et si nécessaires des autorités compétentes.

- Mesures en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. **Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.**

- Prendre les dispositions pour éviter la dégradation de l'état des voiries aux abords du chantier du fait de la circulation d'engins (risque de glissade pour le public et les personnels de chantier).
- Aucun feu sauvage ne sera toléré sur le chantier.

6. Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	Lot concerné
<p><u>Téléphone</u></p> <p><i>Le responsable du chantier CD PORT ou un gardien sera continuellement avec les intervenants qui appellera si besoin les secours en cas d'accident.</i></p> <p>Les numéros d'appel d'urgence seront affichés dans la zone de cantonnement du chantier.</p>	<p>CD PORT</p> <p>Lot principal</p>
<p><u>Consignes de sécurité</u></p> <p>Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS.</p>	<p>TCE</p>

Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
<p><u>Sauveteurs secouristes du travail</u></p> <p>Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20). Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail. Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés. Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.</p>	<p>TCE</p>
<p><u>Matériel de secours</u></p> <p>Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.</p> <p>Dans le cadre de l'organisation des secours face au Covid-19, chaque Entreprise titulaire du lot principal sur chaque marché de travaux devra tenir à disposition sur site des « <u>KIT d'intervention / d'urgence</u> » (combinaison jetable, gants latex, masques, lunettes)</p> <p>Une trousse de secours commune sera laissée dans la base de vie du chantier.</p>	<p>TCE</p> <p>TCE</p> <p>Lot principal</p>

Dispositions en cas de travail isolé

Dispositifs prévus	A la charge de
Travail isolé	
<p>Travail isolé : INTERDIT</p> <p>Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges - Travaux temporaires en hauteur sous EPI - Travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits - Emploi des explosifs - Travaux sous tension - Travaux en milieu hyperbare - Ascenseurs, monte-charge <p>L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.</p>	TCE

Protection contre l'Incendie

Dispositifs prévus	A la charge de
Protection incendie	
<p>Les locaux mise à disposition du chantier suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Locaux de stockage ; - Vestiaires ; - Réfectoire. - A proximité de l'installation électrique (extincteur de type CO2) <p>Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.</p>	CPSD
<p>Equipés également les poste de travail particulier d'extincteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans les engins de chantier - Près des postes de travail produisant du feu (travaux d'étanchéité avec chalumeau) - Travaux de soudage - Travaux générant des étincelles - Utilisation de produits inflammables (peintures...). 	Lot principal

Suivi des incidents et Accidents de chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
Suivi des Incidents / Accidents	
<p>Lors d'un accident sur le chantier, prévenir les secours dans un premier temps puis la Maîtrise d'ouvrage, le CSPS et le Maître d'oeuvre</p> <p>- Lors de la survenu d'un incident de chantier n'ayant pas causé de victimes, prévenir le CSPS pour examiner les causes de cet incident et procéder à l'investigation suivant un arbre des causes</p> <p>- Dans tous les cas, les rapports établis par l'entreprise doivent être adressés au CSPS s'il en fait la demande</p>	TCE

7. Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Concertation et information entre les entreprises

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

Dispositifs prévus	Concernés
<p><u>ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE</u></p> <p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie (uniquement pour les opérations de niveau 1) - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	TCE
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Entreprises Concernées
Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants dans le classeur de sécurité du chantier	TCE
<p><u>Sous-traitance</u></p> <p>Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes informeront le coordonnateur SPS de toute sous-traitance de leurs travaux. Les sous-traitants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux</p>	TCE
<p><u>Travailleurs indépendants et locatiers</u></p> <p>Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.</p>	Entreprises Concernées
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Entreprises Concernées

Diffusion des documents

Dispositifs prévus	Concernés
<u>PGC, PPSPS</u>	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs.	Maître d'Ouvrage
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Entreprises Concernées
Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	TCE

Mesures immédiates en cas de danger grave et imminent

Dispositifs prévus	Concernés
<u>Accord entre le Maître d'ouvrage et le CSPS</u>	
Dans le cas de danger jugé grave et imminent, <u>le coordonnateur demandera l'arrêt immédiat de la situation jusqu'à la mise en conformité des dispositifs jugés défectueux</u> et ceci dans le cadre prescrit par la loi concernant l'assistance des personnes en danger. <ul style="list-style-type: none">➤ Il en avisera immédiatement le Maître d'Ouvrage.➤ Il consignera ses observations dans le Registre Journal	CSPS

8. Le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T)

SANS OBJET

9. Annexes

M.O	Maître d'Oeuvre
M.O.E	Maître d'Ouvrage
C.S.P.S	Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé
R.J.	Registre Journal
P.G.C.S.P.S.	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
P.P.S.P.S.	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
D.I.U.O.	Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage
C.I.S.S.C.T	Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (<i>Opération Catégorie 3</i>)
C.H.S.C.T.	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
D.D.T.E.F.P.	Direction Départementale du Travail et de l'Emploi Formation Professionnelle
O.P.P.B.T.P.	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
C.R.A.M.	Caisse Régionale d'Assurance Maladie
D.I.C.T.	Déclaration d'Intervention de Commencement de Travaux
D.E.A.L	Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement
P.I.C	Plan d'Installation Chantier
E.E	Entreprise Extérieure
E.U	Entreprise Utilisatrice
TCE	Tous les Corps d'Etats
SCALP	« Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'oeuvre » pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles »
METAH	« Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur » pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur